

[print](#)

## Bilan de 14 morts lors de manifestations au Venezuela

De [Bill Van Auken](#)

Global Research, février 27, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/bilan-de-14-morts-lors-de-manifestations-au-venezuela/5371203>

Alors que la deuxième semaine de manifestations de droite s'achève au Venezuela, on rapporte que 14 personnes ont été tuées, des centaines d'autres blessées et une multitude d'autres arrêtées. Les affrontements se poursuivent à Caracas, où des barricades de débris et de pneus bloquent la circulation dans le quartier des affaires de la capitale et les autres plus riches à l'est de la ville, ces quartiers étant au centre du mouvement exigeant *la salida* (le départ) du président Nicolas Maduro, qui a remporté une victoire électorale de justesse en avril dernier.

Le gouvernement Maduro a dénoncé les manifestations insistantes comme un coup d'État soutenu par les États-Unis. Il n'y a pas de doute que les principaux dirigeants du mouvement de protestation – Leopoldo Lopez, diplômé de Harvard et leader de Voluntad Popular (Volonté populaire), et Maria Corina Machado, membre de l'Assemblée, sont largement financés par la US National Endowment for Democracy (Fondation nationale des États-Unis pour la démocratie) depuis des années et que leurs politiques sont étroitement coordonnées avec l'ambassade des États-Unis.

Pour l'instant toutefois, rien n'indique que l'armée se mobilise contre le gouvernement et les foules qui ont pris la rue sont beaucoup moins nombreuses que lors des mobilisations organisées par la droite politique dans la tentative de coup d'État soutenu par les États-Unis qui avait brièvement renversé en avril 2002 feu Hugo Chavez, le prédécesseur et mentor de Maduro.

Néanmoins, la crise politique engendrée par les manifestations a conduit à des dissensions ouvertes au sein du PSUV (Parti socialiste uni du Venezuela) et le président vénézuélien est visiblement agité.

La rupture la plus ouverte au sein des rangs du PSUV est venue du gouverneur de l'État du Tachira, qui est situé à la frontière colombienne et où les protestations ont commencé et pris la forme la plus violente, les foules d'émeutiers attaquant et brûlant les édifices du gouvernement et érigeant des barrages routiers pour exiger aux conducteurs de payer des péages sous menace de violence.

La semaine dernière, le gouvernement Maduro a accusé la droite colombienne et Washington de fomenter ensemble le complot à l'origine des désordres au Tachira et en particulier dans sa capitale, San Cristobal. Le président a déployé la majeure partie de son commandement militaire dans l'État avec un bataillon de parachutistes et des renforts de la garde nationale. Lors de l'un des derniers accidents mortels à être survenus dans l'État, un homme a été atteint par une balle perdue alors qu'il regardait une manifestation du balcon de son appartement.

Le gouverneur José Vielma a critiqué lundi la réaction du gouvernement aux protestations qu'il a dénoncé comme étant «autoritaire», et il a appelé à la libération de Leopoldo Lopez, détenu pendant la dernière semaine et accusé d'incendie criminel et de complot. Il a qualifié la réaction militaire au Tachira d'«excessive» et s'est dit particulièrement perturbé par le survol de la région par des avions militaires, ajoutant: «Je ne fais pas partie du régime. J'ai été élu par les citoyens du Tachira.»

Les commentaires de Vielma lui ont attiré de vigoureux reproches des autres dirigeants du PSUV, qui l'ont accusé d'avoir perdu son sang-froid et d'être passé de l'autre côté. Plus tard lundi, il a dénoncé par tweet les «rumeurs malsaines» remettant en cause son «attachement à la paix, au président et à la révolution».

Le gouverneur du Tachira est un ex-officier militaire qui a participé au coup d'État raté mené par Hugo Chavez et d'autres officiers militaires nationalistes en 1992. Il a par la suite occupé un certain nombre de postes supérieurs au sein du gouvernement Chavez.

Maduro a lui-même alterné en dénonçant ses adversaires de droite et les qualifiant de «fascistes», condamnant du même coup Washington pour l'intervention impérialiste en faveur d'un coup d'État, et appelant à un dialogue avec ses deux ennemis. Il a également appelé à la formation d'une «commission de la vérité» par l'Assemblée nationale et convoqué mercredi dernier une «Conférence nationale pour la paix».

Ces ouvertures, du moins dans un premier temps, ont été brutalement repoussées par les droitistes vénézuéliens et leurs partisans à Washington.

Invité à participer à un «dialogue» lors d'une réunion avec les gouverneurs et les maires au palais présidentiel de Miraflores lundi, le gouverneur du Miranda et candidat de droite deux fois vaincu à la présidentielle Henrique Capriles, a refusé d'assister à la réunion, déclarant qu'il ne «blanchirait» pas le gouvernement Maduro, affirmant qu'il a été menacé de la perte de fonds fédéraux pour son État s'il ne participait pas. Cette accusation a été niée par le gouvernement, qui a souligné qu'il n'y avait pas de changement dans le financement du Miranda et que Capriles était le seul gouverneur de tout le Venezuela à ne pas assister à la réunion.

En compétition avec Lopez emprisonné pour devenir le chef de la droite vénézuélienne, Capriles a profité de cette ouverture pour livrer une longue déclaration démagogique déclarant qu'il ne pouvait pas assister à cette réunion «alors qu'ils répriment et attaquent les Vénézuéliens».

Quant à Washington, la Maison-Blanche a rejeté l'offre de Maduro vendredi dernier de renouveler le «dialogue» avec les États-Unis. Maduro a proposé que les États-Unis envoient leur secrétaire d'État John Kerry pour rencontrer le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Elias Jaua afin de s'engager dans des pourparlers. Les deux hommes avaient participé à de telles négociations en juin dernier à la demande de Maduro, et des plans avaient fait l'objet de négociations soutenues pour rétablir «des relations constructives et positives». Cette initiative a été de courte durée cependant, avortant après la découverte que du personnel de l'ambassade des États-Unis était impliqué dans des complots de l'opposition de droite.

Le porte-parole de la Maison-Blanche Jay Carney a repoussé la proposition de Maduro lundi, déclarant : «Il devrait se concentrer à la place pour tenir un dialogue avec le peuple vénézuélien, parce que c'est ce qui est en cause ici. Les États-Unis n'ont rien à voir là-dedans.» Cette déclaration équivaut à un message clair: Washington poursuivra ses efforts pour déstabiliser le Venezuela dans sa poursuite pour changer le régime.

Jusqu'à présent, les protestations ont gagné peu de soutien en dehors des quartiers de la classe moyenne les plus privilégiés de Caracas et d'autres villes. Il n'y a eu que quelques rapports épars à propos de *cacerolazos* – des démonstrations à coups de casseroles et de poêlons – organisés dans des quartiers ouvriers et dans les secteurs les plus pauvres de la capitale.

Les frustrations populaires s'accumulent dans ces quartiers et parmi les travailleurs vénézuéliens à propos du salaire réel crevé par l'inflation et la dévaluation de la monnaie, des pénuries et des assauts du gouvernement contre les grèves et les manifestations d'ouvriers militants. Les partis d'extrême-droite qui mènent les manifestations anti-Maduro, ressentent cependant peu d'attrait pour ces couches de la population. Mettant de l'avant des slogans réactionnaires tel le «capitalisme populaire», ils cherchent à détruire tous les gains remportés par les travailleurs vénézuélien au cours des dernières décennies et à rétablir la règle de fer de l'oligarchie traditionnelle du pays.

Le danger posé par l'évolution actuelle des événements est que les manifestations ne feront que pousser le gouvernement Maduro plus à droite. L'appel à «dialoguer» avec la droite n'est pas nouveau. Le gouvernement avait conclu des négociations avec Capriles et d'autres politiciens de droite avant les protestations et tous étaient arrivés à un accord commun en matière de politiques d'ajustement économique qui aurait entraîné la suppression des subventions sur l'essence et la hausse des taux pour les transports, l'électricité et d'autres services.

En dépit de la fracture acerbe entre la droite et le gouvernement Maduro, le fait demeure que, après 15 ans de soi-disant «socialisme bolivarien», le Venezuela reste un pays capitaliste dans lequel 71 % de la production et la part du lion des revenus du pétrole restent entre les mains du secteur privé. Le secteur financier du pays est parmi les plus rentables de la planète, les banquiers ratisant des revenus sans précédents alors même que le niveau de vie de la classe ouvrière chute et que le taux de croissance économique baisse.

**Bill Van Auken**

Article original, [WSWS](#), paru le 25 février 2014

*L'auteur recommande également :* [Le Venezuela «normalise» ses relations avec Washington](#) [15 juin 2013]

Copyright © 2014 Global Research